

Premiers éléments d'analyse sur les élections en Catalogne et les défis pour la gauche, le mouvement national

mardi 29 septembre 2015, par [ANTENTAS Josep Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2015).

Sommaire

- [Junts pel sí, refondation de](#)
- [Les danses du Parti des \(...\)](#)
- [L'échec de Catalunya sí \(...\)](#)
- [Succès électoraux et limites](#)
- [Le Non apocalyptique du \(...\)](#)
- [Défis multiples](#)

Le 27S [27 septembre 2015, date des élections autonomiques catalanes] confirme le tremblement de terre au ralenti qui a secoué la société catalane au cours des quatre dernières années, ébranlée par les politiques d'austérité et l'explosion, tout d'abord, du 15M [le mouvement des indigné·e·s] et, ensuite, du mouvement indépendantiste. Le système traditionnel des partis a éclaté. Des urnes sort une feuille de route qui indique que ce qui est à venir sera aussi fort ou plus profond que ce qui s'est produit.

Junts pel sí, refondation de Convergencia et aspirations unitaires

Junts pel Sí [1] obtient un bon résultat, 1'616'962 voix (39,6%) et 62 députés (bien que ce chiffre soit au-dessous de la somme de CiU et d'ERC en 2012 : 1'614'383, 44,4% et 72 députés), soit suffisamment pour que cette coalition s'affirme comme la claire force dominante du panorama politique catalan. En termes de pourcentage, son résultat est légèrement supérieur à celui obtenu par Mas en 2010 (38,47%) et inférieur à ceux obtenus par Convergencia i Unió [2] en 1984 (46,8%), 1988 (45,7%), 1992 (46,1%), 1995 (40,95%), bien qu'en termes de suffrages, il s'agit du chiffre le plus élevé jamais obtenu par une force victorieuse (1'346'729 en 1984, 1'232'514 en 1988, 1'221'233 en 1992 ou encore 1'198'010 en 2010).

CatalrsultJunts est une alliance inégale entre Convergencia et ERC, sous le leadership de la première force, avalisée par les organisations sociales promotrices du processus indépendantiste, ANC [Assemblée nationale catalane] et Omnium [3]. Sa création a marqué la culmination des efforts d'A. Mas pour forcer la constitution d'une liste « unitaire » avec ERC, de telle sorte qu'il s'assure de sa continuité à la présidence de la Generalitat [4]. Il s'agit là du résultat direct de l'inquiétude de l'indépendantisme suite aux tribulations qui ont suivi le 9N [9 novembre 2014, date d'une consultation sur l'indépendance de la Catalogne, considérée comme sans caractère légal par le gouvernement central, réalisée sans le concours direct de la Generalitat, qui avait fait marche arrière] ; et, surtout, du fantôme d'une possible victoire d'une éventuelle Catalunya en Comú dans le sillage de Barcelona en comú, dont le triomphe [le 24 mai 2015, lors des élections municipales]

déchira tout le récit officiel de la politique catalane.

Au sein de Junts coexistent deux projets en tension. D'un côté, la prétention de la droite catalaniste de refonder son espace politique chevauchant le processus indépendantiste, une fois épuisé historiquement l'instrument Convergencia, construisant un nouveau parti « national » transversal qui se convertisse en axe central de la politique catalane. De l'autre, la volonté d'ERC, d'ANC et d'Omnium d'articuler une liste unitaire qui garantisse une majorité indépendantiste avec pour objectif de poursuivre le processus de rupture avec l'Etat. Il s'agit de deux objectifs stratégiques distincts, mais qui ne sont pas opposés, où le premier agit comme vampire du deuxième.

Bien que Junts pel Sí soit l'instrument qui garantit la continuité de Mas à la tête de la Generalitat et du processus indépendantiste (sans le contrôler entièrement, faisant plutôt office de surfeur sans lequel la planche disparaît mais sans qu'il contrôle les vagues qui le pousse), cette coalition exprime les aspirations unitaires sincères d'un grand nombre de personnes qui étaient à la recherche, à partir de 2012, d'une traduction unitaire dans le domaine politico-électoral de la clameur exprimée lors des quatre grandes mobilisations des 11 septembre [la Diada, soit la journée nationale catalane]. Junts pel Sí recueille l'impulsion du mouvement citoyen pour l'indépendance et offre une feuille de route qui semble vraisemblable au gros de la base sociale majoritaire de l'indépendantisme.

Il existe, néanmoins, une contradiction aiguë entre les espoirs de la base populaire et citoyenne de Junts pel Sí et la subordination de son projet stratégique à un agenda néolibéral strict [5]. Il y a là une brèche dans laquelle plonger la pointe du couteau afin de mettre en lumière les inconsistances de cette orientation.

Les danses du Parti des socialistes de Catalogne

Le 27S confirme la perte de centralité du PSC (Parti des socialistes de Catalogne), dont le déclin historique est une tendance de fond fruit de son manque de crédibilité autant sur le plan national que social, suite aux deux législatures de gouvernement Tripartit [tripartite, entre le PSC, ERC et ICV, le parti écologiste] en Catalogne (2003-2010) et aux deux gouvernements de Zapatero (2004-2011).

Il est cependant parvenu à stabiliser sa chute et à se redresser quelque peu après avoir été au bord d'une « pasokisation » [référence au Pasok de Grèce] irrésistible, d'être mis au tapis en raison du 15M et du processus indépendantiste ; tout cela sous la « direction » inconsistante de Pere Navarro (entre novembre 2011 et juin 2014). Mais ses 520'000 suffrages (12,7%) et 16 sièges, bien qu'étant le pire résultat de son histoire et inférieur à celui de 2012 (523'333 voix, 14,6%, et 20 députés), montrent que le PSC semble avoir touché le fond et qu'il conserve des ressorts sur lesquels il pourra tenter de s'appuyer et de rebondir.

Le résultat du PSC est un succès eu égard aux perspectives initiales et donne de l'oxygène au PSOE en vue des élections générales imminentes [qui devraient se tenir en décembre]. Le plus important pour le secrétaire du parti, Miquel Iceta : avoir dépassé les résultats de Catalunya sí que es Pot [6]. Un élément décisif pour que le parti puisse s'assurer un rôle visible lors de la prochaine législature. Une fois encore, à l'instar de ce qui s'est passé dans toutes les communautés autonomes lors des élections du 24 mai dernier, Podemos reste derrière le PSOE, torpillant directement son hypothèse de victoire électorale rapide sur les cendres des partis du régime [PP et PSOE à l'échelle de l'Etat].

Sans doute, le PSC a su bénéficier de la perte de vitesse de Podemos à l'échelle de l'Etat depuis janvier et de l'incapacité de Podem [version catalane de Podemos] de contrer une telle situation

dans l'aire catalane ou de chevaucher sur la victoire de Barcelona en Comú le 24 mai. Le candidat Miquel Iceta du PSC a également été habile dans sa capacité à combiner danses (populistes ?) et bons recours oratoires, se jetant de manière inespérée dans la campagne. Iceta a gagné lors de la campagne la place sous le soleil que d'autres n'ont pu avoir, vendant une « fièvre du samedi soir » [allusion au titre du film dans lequel joue John Travolta en 1977] suffisamment animée pour transmettre de l'enthousiasme et suffisamment apaisée pour attirer une partie de l'électorat non polarisée par le débat indépendantiste.

L'échec de Catalunya sí que es Pot

Sans laisser de doute à la discussion, Catalunya sí que es Pot (CSQP) a été le grand sinistré de ces élections. Entre les attentes initiales de rééditer un succès similaire à celui de Barcelona en Comú et les résultats obtenus, 364'823 voix (8,9%) et 11 députés, le contraste est cruel. Et, symboliquement, sa débâcle face à un PSC, il y a quelques mois effondré, est décisive. La réduction permanente d'horizons qu'a signifié sa campagne a peu de précédents. Si la carte dessinée suite aux élections municipales pouvait rendre imaginable la transformation du 27S en un Pesadilla en Mas Street [7] nous nous sommes finalement trouvés face à un « oui nous pouvons » Desaparecido en Combate [disparu au combat] (vous souvenez-vous de Chuck Norris dans son rôle de Rambo de série B ?). Les raisons de ce fiasco sont multiples et elles ne se superposent pas toujours de manière cohérente.

Tout d'abord, CSQP a été la victime de son propre fantasme et la menace de la constitution possible d'une candidature dans le sillage de Barcelona en Comú précipita la formation de Junts pel Sí. Cela modifia complètement le panorama politique, rendant impensable l'idée d'une victoire possible du « oui nous pouvons », qui a perdu automatiquement la possibilité de se convertir en aimant « attrape-tout » où pourraient se concentrer les attentes de changement social face à la Catalogne de Mas. Un effet démobilisateur en chaîne s'ensuivit ainsi qu'une fuite centrifuge de suffrages potentiels en direction de Ciudadans et du PSC, d'un côté, et de la CUP [Candidatures d'unité populaire, parti de gauche radicale indépendantiste] et de Junts pel sí, de l'autre. Le « noyau irradiant » (pour utiliser l'un des termes utilisés par Iñigo Errejón, théoricien de Podemos) d'un projet hégémonique, devint une passoire transpercée en diagonale par des dynamiques opposées. Et elle perdit un bras de fer décisif avec le PSC.

Ensuite, CSQP a été constitué sur la base d'un accord venu d'en haut entre partis (l'un, nouveau, mais en baisse et sans structure consolidée, Podem ; l'autre, ancien, ICV, avec une forte structure et un appareil, mais déjà avec peu de poids électoral), avec la photographie mortelle entre Pablo Iglesias et Joan Herrera [ancien secrétaire et actuel vice-président d'ICV] comme événement fondateur, sans générer aucun type de dynamique populaire-citoyenne. Exactement à l'inverse de ce qu'avait été Barcelona en Comú (il faut reconnaître toutefois que sa campagne a mobilisé un secteur important de la société, comme le reflète le succès de la participation à nombre de ses activités).

Le décrochage du Procés Constituent et la non-implication de Barcelona en Comú [dont Ada Colau, maire de Barcelone, est la figure principale] portèrent un coup fatal au projet en herbe. Bien entendu, les limitations des deux acteurs (le peu de cohésion interne dans le cas du Procés, et la fatigue suite à la gueule de bois des municipales ainsi que l'ascension au gouvernement municipal dans le cas de Barcelona en Comú) peuvent expliquer partiellement leur absence lors de la tentative de réaliser une candidature du « oui nous pouvons » pour le 27S.

Mais la responsabilité fondamentale retombe sur le style d'appareil de la candidature à la tête de laquelle se trouvait Podemos et ICV, qui repoussa les deux acteurs qui auraient pu permettre un changement qualitatif du projet. Les deux partis surestimèrent leurs forces et refusèrent de

renouveler le processus pour faciliter l'incorporation du Procés et de Barcelona en Comú.

Définitivement, ce qui se mit en marche fin juillet sous le nom de Catalunya sí que es Pot n'avait déjà plus grand chose à voir avec le fantôme, aussi prometteur pour certains qu'il constituait une menace pour d'autres, d'un Catalunya en comú qui hantait la vie politique catalane après le 24 mai. Tenter de poursuivre la dynamique du changement des élections municipales sans l'appui de Barcelona en comú ? Prétendre disposer d'une crédibilité sur le terrain souverainiste sans l'appui du Procés Constituent ? Mission impossible [...].

Enfin, la polarisation autour du débat sur l'indépendance a été mortelle pour CSQP. Il a favorisé Junts pel Sí, la CUP et Ciutadans [les deux premières formations favorables à l'indépendance alors que la seconde s'y oppose fortement]. CSQP semblait se situer dans ce débat dans un no man's land, sa position ne pouvant pas toujours se différencier de celle du PSC (malgré le fait qu'elle soit très différente).

Les prétentions initiales de Podemos de déborder le cadre du débat indépendantiste [en insistant sur la question sociale] ne se sont pas matérialisées. Podemos a été débordé par le cadre qu'il prétendait surmonter. Le débordeur débordé. A vouloir donner un coup de pied à la table, il a été touché par cette dernière. La spirale négative pour CSQP a été infernale. Le refus d'avoir un discours sérieux sur le processus indépendantiste l'empêche de discuter avec sa base sociale de gauche liée à la CUP et à ERC. Manquer d'un discours espagnoliste clair ne permet pas de faire concurrence à Ciutadans. Et à ne pas pouvoir générer une dynamique gagnante, une partie de ses suffrages se sont redirigés vers le PSC. Sa base sociale lui échappe. Mettre sur la table un autre axe de débat aurait permis de la garder. Un axe où CSQP aurait pu être un pôle attirant, en même temps qu'il aurait pu offrir une proposition solide sur la question nationale avec la défense ferme d'un processus constituant catalan. Un processus qui ne soit pas soumis à des dynamiques [constituantes] à l'échelle de l'Etat. Une orientation qui aurait été en syntonie avec une grande partie des aspirations de la base sociale indépendantiste. Bien que CSQP revendiquât dans son manifeste fondateur un processus constituant qui ne soit pas subordonné, ainsi que l'horizon d'une République catalane dont les liens en dernière instance avec l'Etat espagnol resteraient ouverts, son discours de campagne contourna complètement une telle orientation, se centrant sur la lutte pour un référendum contraignant. Une proposition qui manque de crédibilité et qui est perçue comme un frein impuissant à tout processus de rupture institutionnelle et non comme une reformulation distincte, plus ample, du processus de rupture que met en avant l'indépendantisme.

Néanmoins il faut signaler que les insuffisances du discours souverainiste de Catalunya sí que es pot, bien qu'il soit en première instance fruit des décisions programmatiques adoptées par les forces qui font partie de cette candidature, expriment ce que pense une partie de sa base sociale et électorale. Il s'agit à la fois du talon d'Achille de l'indépendantisme ainsi que de celui de la gauche catalane. C'est un problème pour le premier, parce que sans l'appui de la base sociale du « oui nous pouvons », sa majorité sera serrée. C'est aussi un problème pour la deuxième, parce qu'à rester fracturée entre une position minoritaire au sein de l'indépendantisme et une position minoritaire à l'extérieur de celui-ci, elle ne peut arriver à articuler un espace dans lequel elle puisse postuler de manière crédible à une position alternative à vocation majoritaire.

Ne pas se préoccuper de ce scénario et tirer vers l'avant tout en oubliant la base sociale du « oui nous pouvons » est une erreur quasi symétrique à celle qui consiste à s'adapter sans complexes à cette situation, diluant le profil national jusqu'à le réduire à une défense d'un droit à décider abstrait et sans contenu substantiel. La mauvaise approche de CSQP concernant sa relation avec le processus indépendantiste ne devrait pas faire oublier les complexités stratégiques de la question.

La combinaison entre la dépendance vis-à-vis de Pablo Iglesias pour mobiliser l'électorat et

l'absence de référents catalans forts de la candidature empêcha que CSQP réalise la synthèse nécessaire pour articuler sa base sociale hétérogène en ce qui concerne le processus indépendantiste. Iglesias, s'il parvient certes à mobiliser un public fidèle large, a semblé dans cette campagne *Lost in Translation* [allusion à un film de 2003 de Sofia Coppola] avec des bourdes dignes de manuel comme l'appel au vote « des Catalans qui n'ont pas honte d'avoir des parents andalous ou des grands-parents d'Estrémadure ». Des critiques non nécessaires adressées à David Fernández [leader de la CUP] en décembre 2014 jusqu'à aujourd'hui. Les faux pas d'Iglesias de ce type ont déjà été trop nombreux – pour ce qui est du processus indépendantiste – avec comme résultat patent l'érosion visible et croissante de son image. Le paradoxe de la politique catalane est qu'il manque des voix claires rejetant Mas à partir du flanc gauche, soit sous l'angle revendiqué par Iglesias. Mais, ce que le leader de Podemos ne semble pas comprendre c'est que la crédibilité de son discours, virulent et correct, à l'opposé de celui Mas est lesté mortellement précisément par son absence de crédibilité dans la défense des droits nationaux de Catalogne.

Après son irruption en politique, Iglesias s'est transformé en l'une des bêtes noires de l'establishment catalan. Et non parce qu'il n'est pas indépendantiste – Rajoy [PP] et Sanchez [PSOE] ne le sont pas non plus –, ce qui provoque plutôt que de la crainte, du mépris et des moqueries. Iglesias génère de l'inquiétude parce qu'il propose un projet de changement politique et social qui ne passe pas par l'indépendance et que ceci place sur la table des questions désagréables auxquelles le gros du mouvement indépendantiste n'a pas voulu ou su répondre. Pour cette raison, pour une personne telle qu'Iglesias qui se sait examinée à la loupe, les démonstrations réitérées de méconnaissance de la réalité catalane et de ses complexités constituent une erreur monumentale qu'il est difficile de comprendre. Iglesias sort de Catalogne on ne peut plus embourbé dans sa route en direction des élections générales, dans laquelle il est obligé de concevoir un stimulant impératif pour se relancer à l'échelle de l'Etat.

Succès électoraux et limites stratégiques de la CUP

En termes électoraux, la CUP est l'une des forces gagnantes des élections, avec 335'520 voix (8,21%) et 10 sièges (126'435, 3,48% et 3 députés en 2012), gagnant sur l'électorat d'ERC qui ne souhaitait pas voter une liste avec Mas ainsi que grâce à de nouveaux électeurs et à ceux qui se sont sentis insatisfaits des faiblesses du discours, de la radicalité et du style de CSQP.

Son entrée au Parlement en 2012 a été l'un des premiers signaux que s'ouvrait un nouveau cycle politique, suite au déclenchement du 15M et du processus indépendantiste, là où il y avait un espace pour les partis qui jouaient en dehors des règles. Le parlementarisme de rupture pratiqué lors de ces trois années avec David Fernández au front rendit visibles un autre style et d'autres pratiques. En termes stratégiques, la CUP présenta cependant trois limites : premièrement, la politique de la main tendue dans le domaine national et de poing serré sur le social sépara trop les deux sphères [indépendantisme et question sociale], renonçant à lutter de manière réelle pour introduire dans le récit et la stratégie du gros du mouvement indépendantiste l'idée que le processus d'indépendance nécessitait, pour articuler une majorité la plus solide possible, d'introduire un plan d'urgence contre la crise et la corruption. Deuxièmement, la CUP est restée trop piégée dans le cadre discursif du processus indépendantiste et dans sa mise en scène politique (accord pour la question formulée le 9N, signature de la convocation à la consultation, célébration de celle-ci...). Si cela fut paradoxalement décisif pour l'augmentation de ses possibilités électorales après le 9N, au détriment en particulier d'ERC, cela la coupa d'une partie de la base potentielle non indépendantiste de Podemos, au sujet duquel elle n'eut jamais une politique offensive claire. Troisièmement, elle a maintenu une conception linéaire et autoréférentielle de la construction de « l'unité populaire », restant très réfractaire à toute politique d'alliances au sein de laquelle elle n'aurait pas eu de rôle

hégémonique clair ainsi qu'à affirmer une stratégie de convergence, sur une base de rupture, avec les autres forces de gauche indispensables pour articuler des majorités de changement.

Il faut donc croiser la politique de CSQP avec celle de la CUP et de leurs limites stratégiques respectives : si la première sort du 27S en déroute et la seconde renforcée, c'est dans les insuffisances des orientations de ces deux forces que retombe la responsabilité du fait que le grand tremblement de terre qui a ébranlé la Catalogne au cours des dernières années n'ait pas permis la cristallisation d'un pôle de rupture qui ait une incidence décisive dans la vie politique catalane. Les approches de rupture ont gagné des positions, cela ne fait aucune doute, entre 2012 et aujourd'hui, mais pas dans la mesure de ce qui était possible et nécessaire.

Le Non apocalyptique du PP et l'espagnolisme néolibéral de type Ciudadans

Le non [à l'indépendance], qu'il vienne de la bouche du PP, de Ciudadanos, et encore Felipe Gonzalez ou du pouvoir financier [déclaration des banquiers], n'a fait que propager la peur, la réification de l'ordre institutionnel et l'approbation des diktats impériaux de la géopolitique mondiale. La combinaison entre un discours apocalyptique improvisé et les contradictions bâclées de leurs porte-parole - corralito [blocage des retraits des épargnes] oui, corralito non - a servi à mobiliser une partie de l'électorat et à maintenir la tension.

Garcia Albiol [la tête de liste du PP], malgré le fait qu'il ait été convaincu dans son rôle de cavalier autoritaire de l'apocalypse, n'a pas pu faire grand-chose pour contenir la saignée de son parti, parti associé à la défense de l'unité espagnole, aux coupes budgétaires et à la corruption. Le PP ne peut concourir avec Ciudadans, qui est capable d'habiller son espagnolisme néolibéral d'un projet de rénovation et de défendre « l'unité de la patrie », sans apparaître ouvertement réactionnaire. Pour prévisible qu'il ait été, le mauvais résultat du PP, 347'758 voix (8,5%) et 11 députés (face aux 471'681, 12,98% et 19 sièges de 2012), doit être signalé. Rajoy sort, une fois de plus, affaibli des urnes et du coup catalan.

On perçoit Ciudadans en Catalogne souvent uniquement pour son espagnolisme. Mais il ne faut pas oublier son caractère de parti néolibéral, pro-business et fidèle ami de l'Ibex 35 [la bourse espagnole]. Son essor et son ascendance sur un secteur de la classe laborieuse impliquent une régression de sa conscience politique dans un double sens : sur le terrain de l'identité nationale et sur celui du modèle social. Avec sa notable deuxième place avec 732'147 voix (17,9%) et 25 députés (275'007, 7,57% et 9 sièges en 2012), Ciudadans sort du 27S projeté vers les élections générales, où il pourra se présenter comme le principal adversaire de l'indépendantisme en Catalogne et après avoir remporté une importante victoire symbolique sur Podemos.

Défis multiples

Une situation instable s'ouvre. Les forces indépendantistes ont obtenu une majorité de sièges significative (62 + 10) bien que ce ne soit pas le cas en termes de suffrages (47,8%). En nombre absolu (1'952'482), ce résultat est légèrement supérieur à la consultation du 9 novembre 2014 : 1'897'274. Bien qu'à cette occasion l'âge pour voter était fixé à 16 ans. Cela montre l'ampleur du sentiment indépendantiste, mais aussi la relative stagnation de sa base sociale et les limites d'une politique symbolisée par la formule stratégique principale de l'Assemblée nationale constituante : « Tout d'abord l'indépendance, puis tout le reste. » Toutefois, les différences entre Junts pel si et la CUP-Crida Constituent laissent prévoir une majorité parlementaire instable et pleine de contradictions. La CUP devra affronter une relation avec Junts pel si depuis un rapport de force très

défavorable. Son affirmation de ne pas soutenir l'investiture de Mas, exprimée lors de la campagne électorale, sera très difficile à concrétiser. Il est difficile de penser qu'au sein de Junts pel país puisse s'exprimer une rébellion de Raul Romeva, Oriol Junqueras et Carme Forcadell [têtes de liste] contre l'actuel président.

Dans la perspective immédiate se dessine un scénario d'affrontement inédit entre les institutions catalanes et celles de l'Etat, duquel on ne peut espérer, à court terme, aucun comportement démocratique. Et dans le contexte d'une confrontation entre un mouvement démocratique (avec ses insuffisances) et un Etat et un régime dont les déficits en matière démocratique sont évidents, il ne fait de doute de quel côté il faudra se situer dans les moments décisifs. Catalunya si que es Pot doit avoir bien à l'esprit cette question. Du côté du front du non, seules s'affirment la crainte, la loi et l'ordre. Le bloc du oui ouvre des possibilités et contient des germes d'espérance, bien qu'il ait en son sein des défauts de fabrication, soit l'hégémonie en son sein de la droite néolibérale qui menace en permanence d'effacer tous les rêves que massivement beaucoup de Catalans placent dans l'indépendance. Et cela peut aboutir à un projet néolibéral autochtone qui vide la souveraineté depuis l'intérieur. La CUP-Crida Constituent ne devra pas l'oublier.

Les forces de gauche, favorable à la rupture, disposeront d'un nombre important de sièges au parlement. Mais, dans leur ensemble, elles disposent d'une présence bien inférieure à ce qui aurait été possible si elle avait choisi d'autres voies. Il y avait d'autres possibilités. Il y avait d'autres carrefours sur le chemin. Peut-être plus risqués, peut-être plus complets. Se présentent trois défis : battre l'Etat dans l'affrontement autoritaire avec le mouvement indépendantiste, déborder son agenda en introduisant un processus constituant populaire et participatif et un plan d'urgence sociale face à la crise, ce qui doit aider à reformuler les termes du débat, à articuler un nouveau projet, attractif pour un vaste spectre social et agglutinant un bloc majoritaire, qui incarne un autre modèle de Catalogne distinct de celui de Junts pel país.

Josep Maria Antentas

P.-S.

* Article publié le 28 septembre 2015 sur le site du quotidien en ligne Público.es.

* « Etat espagnol-Catalogne. Un tremblement de terre qui n'en restera pas là ». Traduction, notes et incises A L'Encontre. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] Ensemble pour le Oui, formé du parti d'Artur Mas, Convergència i Unió (CiU), d'ERC, Gauche républicaine catalane ainsi que de personnalités indépendantes

[2] jusqu'en juillet 2015, ces deux formations formaient une coalition ; Unió est un parti « démocrate-chrétien »

[3] fondé en 1961, à l'origine pour promouvoir la langue catalane, elle fait partie des différentes organisations en faveur du « droit à décider »

[4] le gouvernement de la Catalogne

[5] les gouvernements d'Artur Mas ont mené une politique austéritaire qui est, sous certains aspects, plus « avancée » que celle du gouvernement central de Mariano Rajoy

[6] coalition formée de Podem, de la branche de IU en Catalogne, Esquerra Unida i Alternativa, d'ICV et d'Equo

[7] jeu de mots avec le film d'horreur Pesadilla en Elm Street, pesadilla signifiant cauchemar